

- Seul le prononcé fait foi -

Discours d'Arthur Dreyfuss,
Président de la Fédération Française des Télécoms
Cérémonie des vœux 17 décembre 2019

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Madame la Présidente de l'ADLC,

Monsieur le Président de l'Arcep,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et messieurs les maires, présidents de départements,

Mesdames et messieurs les élus et représentants d'associations d'élus,

Monsieur le Président du Medef, cher Geoffroy,

Monsieur le Président du comité de filière, cher Didier,

Mesdames et messieurs les présidents d'association,

Mesdames et messieurs,

Chers Collègues, concurrents, partenaires et amis, souvent les 4 en même temps à vrai dire,

Ce soir, comme chaque année, nous sommes réunis, pour faire une pause, pour faire le bilan de l'année écoulée, pour tracer quelques perspectives communes, et surtout, pour se souhaiter le meilleur pour l'année à venir.

Merci à tous d'être présents malgré une vie parisienne perturbée, pour reprendre l'expression du Premier ministre.

Si nous sommes ensemble, si nombreux ce soir, c'est d'abord parce que nous partageons beaucoup. Nous passons, tout au long de l'année beaucoup de temps à travailler les uns avec les autres, les uns pour les autres, parfois même les uns contre les autres.

Il est remarquable, donc important de le faire remarquer, de constater ô combien nous partageons des valeurs, des passions, des ambitions communes. Nous tous ici, acteurs de

l'économie numérique, nous œuvrons pour la transformation de la France, pour le développement de son économie.

En ces temps de déclinisme, de pessimisme, en ces jours de blocage, profitons de cet instant, Mesdames et Messieurs, pour rappeler, avec fierté, qui nous sommes, nous tous, les acteurs de l'économie numérique. Nous sommes d'abord les artisans de cette France numérique.

Cette France numérique, c'est celle des industriels, des Start up, des grands groupes, des PME, des TPE.

Cette France c'est celle qui nous gouverne, qui légifère, qui impose, celle qui régule, qui contrôle, celle qui accompagne, qui soutient.

Cette France numérique, ici ce soir, c'est celle des ingénieurs, des techniciens, des financiers, des data scientist, des câbleurs, des développeurs, des soudeurs, des ouvriers, des chefs de projet, des commerciaux. Nous sommes fiers de réunir ce soir un écosystème qui avance, qui travaille, qui, dans un destin lié, bâtit ce que nul n'a réussi à bâtir jusqu'alors dans notre pays.

Alors, permettons-nous de nous réjouir quelques instants.

Reconnaissons, sans aucun mal, que jamais, nous n'avons eu tant d'objectifs communs.

Saluons, avec reconnaissance, que sous votre impulsion, Madame et Monsieur les Ministres, grâce à votre dynamisme, vos décisions et vos actions, l'économie se libère pour permettre à la France numérique de se construire et de se développer.

Saluons la vision d'une concurrence moderne et pragmatique que vous prônez, Madame la Présidente de l'Autorité de la Concurrence, pleinement consciente des enjeux nouveaux de notre ère numérique, nous y reviendrons.

Saluons, devrais-je dire, confessons, Monsieur le Président de l'Arcep, que votre exigence nous motive et nous oblige.

Saluons l'engagement des parlementaires, des maires, des élus locaux, des associations d'élus, partenaires du quotidien dans la réussite de nos chantiers.

Et puis, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous dire que nous avons une chance rare dans notre pays.

Cette chance, c'est celle d'avoir en France, les opérateurs télécoms que nous avons.

Il ne s'agit aucunement pour moi de le proclamer. Mais je vais tenter, pour celles et ceux qui en douteraient, et certainement sont-ils absents ce soir, mais je vais tenter de vous le démontrer.

Alors pourquoi avons-nous tant de chance ?

C'est une chance pour notre pays d'avoir des opérateurs télécoms qui investissent autant. 10 milliards d'euros par an. Aujourd'hui, rien qu'aujourd'hui, nous avons investi 40 millions d'euros. Oui, c'est une chance de voir le secteur des télécoms être le secteur qui investit le plus dans les infrastructures en France.

Avec 10 milliards par an d'investissements, nous déployons de la Fibre à un rythme effréné, nous construisons des antennes, nous améliorons la couverture mobile du territoire, nous réglons progressivement le problème des zones blanches afin d'offrir enfin la 4G à tous les Français. À ce titre, nous saluons chaque jour votre mobilisation personnelle, cher Julien Denormandie, dans la réussite de ce projet.

Avec 10 milliards d'investissements, nous faisons de la recherche et de l'innovation pour offrir à nos clients, le meilleur de la technologie. Nous préparons également la 5G.

Je tiens à redire, avec gratitude, au nom de tous mes collègues, à quel point nous sommes fiers du travail accompli par les 150 000 femmes et hommes qui font la force de ce secteur et qui, chaque jour, qu'il vente, qu'il pleuve, qu'il neige, sont à pied d'œuvre sur toutes les routes de France pour apporter le Très Haut Débit à tous les Français : c'est une chance pour notre pays d'avoir des professionnels de cette qualité.

C'est également une chance pour notre pays d'avoir de véritables capitaines d'industrie à la tête des grands opérateurs télécoms français. Ils ont montré leur vision stratégique et leur vision de long terme. Ils témoignent chaque jour de leur goût du risque indispensable à toute grande aventure industrielle. Et ils ont démontré leur capacité de redressement et de rebond.

Ils font la fierté de la France à l'étranger et c'est une chance d'avoir notamment Martin Bouygues, Patrick Drahi, Stéphane Richard, Xavier Niel, présider à l'avenir numérique de notre pays.

C'est également une chance, et je tiens à les saluer, d'avoir des opérateurs alternatifs sur le marché grand public et le marché entreprise, d'avoir des opérateurs étrangers offrant leurs services dans notre pays.

C'est également une chance d'avoir des opérateurs responsables et à la hauteur de leur responsabilité.

Vous le savez, nous sommes présents chez tous les Français et dans toutes les entreprises françaises, nous sommes en contact avec eux chaque jour, nous faisons partie de leur vie quotidienne.

Et nous leur offrons un service fondamental, vital. Nous avons donc une responsabilité immense vis-à-vis d'eux, notamment en matière de sécurité, sécurité des réseaux, des infrastructures, sécurité des échanges, sécurité des données.

Nous transportons toutes leurs communications, nous hébergeons leurs data, nous assurons leur sécurité depuis toujours.

Jamais, nous n'avons failli.

Il est heureux de voir, depuis de si nombreuses années maintenant, le partenariat solide, indispensable, en confiance absolu, entre les opérateurs télécoms et l'État dans la mise en œuvre de l'une de ses missions souveraines les plus nobles, la sécurité du pays.

La responsabilité qui est la nôtre, en étant dans la poche et dans le salon de tous les Français, c'est aussi de pouvoir rendre accessible et utile les services numériques à tous, quelle que soit leur situation personnelle, géographique ou sociale.

Nous avons fait de l'inclusion numérique une réalité parallèle aux déploiements des infrastructures. Et il faut rendre hommage à Bouygues Telecom, à Orange, à SFR, à la Poste Mobile, à EIT, à leurs associations partenaires, à leurs équipes, qui ont fait de la formation numérique, le corollaire du déploiement des réseaux. C'est une chance de voir les opérateurs s'engager simultanément dans les investissements et dans l'inclusion pour accompagner les 13 millions de Français aujourd'hui exclus du numérique. C'est une chance de voir toute l'énergie et la mobilisation du Gouvernement pour soutenir et accompagner ces projets d'inclusion.

Rendre accessible les services numériques, c'est aussi protéger les jeunes publics. Nous allons chaque semaine de collège en collège pour échanger sur le rapport entre les jeunes et internet, pour empêcher les syndrômes de dépendance, pour former sur les sujets des « fakes news » et du « cyberharcèlement ».

Cette année fut aussi l'objet de nombreuses actions pour prévenir l'accès des plus jeunes à la pornographie en ligne. Nous amplifierons nos initiatives dans le cadre du plan annoncé en novembre par le Président de la République.

L'accessibilité, c'est aussi vis-à-vis des personnes en situation de handicap. Nous avons lancé, il y a un an maintenant, un centre relais téléphonique pour permettre aux personnes sourdes et malentendantes de communiquer. 100 000 appels ont été passés en un an. Il reste beaucoup à faire mais c'est une chance de voir les opérateurs pionniers, main dans la main avec les associations et avec notre partenaire, Rogervoice, en avance sur toutes les autres industries de service et même sur les administrations.

Vous l'aurez compris, nous sommes au rendez-vous.

Au rendez-vous de la responsabilité, au rendez-vous du new deal, de la Fibre, de l'innovation, au rendez-vous de l'emploi, de la formation, de l'insertion et de l'inclusion.

Et en 2020. Nous continuerons d'être au rendez-vous.

Notre société change et les acteurs du numérique que nous sommes anticipons pleinement ses mutations. Alors oui, c'est bel et bien une chance pour la France d'avoir de tels opérateurs télécoms.

Mesdames et Messieurs, profitons de la pause que nous nous accordons tous ce soir pour penser un instant l'avenir que nous souhaitons pour l'économie numérique de notre pays et l'économie numérique européenne.

Nous sommes les représentants d'entreprise françaises, guidées par des logiques économiques et par le sens des responsabilités.

Force est de constater que nos intérêts particuliers et notre sens des responsabilités rencontrent, et c'est heureux, l'intérêt général.

Permettez-moi alors de profiter de cet instant pour, très respectueusement, adresser quelques messages de préoccupation.

Chaque jour, sur le terrain, nous faisons face à des injonctions contradictoires : oui à du réseau mobile, non aux antennes, oui à la 5G, attention aux ondes de la 5G, oui à la fibre, non aux travaux dans les rues. Nous avons les mêmes objectifs, nous avons tous une obligation de réussite. Si nous voulons être au rendez-vous des engagements du Président de la

République, la coordination entre les administrations, le soutien du régulateur, la mobilisation des élus sont plus que jamais indispensables.

Vous le savez, les prix des abonnements télécoms en France sont les plus bas d'Europe. Ils ont baissé de près de 50 % en neuf ans alors que les autres services essentiels (électricité, gaz, transport,... souvent des monopoles publics) ont augmenté entre 20 % et 50 % pendant la même période.

Par ailleurs, jamais la part de la fiscalité « spécifique », c'est-à-dire les taxes qui ne s'appliquent qu'aux opérateurs télécoms, n'aura été aussi importante.

Et puis, désormais, plus nous investirons dans les réseaux mobiles et déploierons des antennes, plus nous paierons d'impôts. Exception culturelle ? certainement. Exception qui fait de la France, le champion d'Europe de l'impôt sur les opérateurs télécoms.

Mesdames et Messieurs,

Les Télécoms représentent la colonne vertébrale de l'économie numérique française :

51 % de son chiffre d'affaires,

74 % de ses emplois,

82 % de ses investissements,

et 83 % de ses impôts et taxes !

Vous l'aurez compris, et il n'y aura aucun grief, simplement un constat.

Mais l'équation « investissements, fiscalité, obligations, instabilité, injonctions contradictoires, prix bas », cette équation n'est pas simple à résoudre.

Mais alors,

A qui profitent nos investissements ?

Qui bénéficie de notre savoir-faire ?

Qui utilise gratuitement nos réseaux, nos infrastructures ?

Où s'est déplacée la valeur ?

A la place de qui payons-nous tant d'impôts ?

Qui se joue de l'inéquité de la réglementation ?

Qui abuse parfois de sa position dominante ?

Qui profite du déséquilibre de la régulation ?

La réponse est la même à toutes ces questions.

Ce sont les géants du numérique. Nos concurrents sont désormais les Google, Amazon, Facebook, Apple, Alibaba, Netflix, Microsoft.

Permettez-moi de vous dire que nous ne reprochons strictement rien à ces géants du numérique.

Ces entreprises magnifiques, nous aurions tant aimé les créer. Nous aurions adoré avoir ces champions en France, ou à tout le moins en Europe. C'eût été là un véritable enjeu de souveraineté numérique.

Ces entreprises mondiales, nous en sommes leurs clients.

Ces entreprises sont nos clientes également.

Nous sommes leurs partenaires.

Nous ne demandons rien d'autre que de participer à la compétition avec les mêmes règles, les mêmes armes, les mêmes contraintes, les mêmes obligations.

Il en va de l'avenir de nos entreprises, de l'avenir de nos équipes, de l'avenir de notre économie ; et, in fine, de notre souveraineté.

L'avenir des acteurs du numérique européen est en jeu. Or, seuls les opérateurs télécoms peuvent prétendre, de par leurs investissements, leurs infrastructures, leur emprise géographique, leurs actionnariats, seuls les opérateurs télécoms peuvent prétendre à cette place face aux géants du numérique américains et chinois.

Regardons aux US et en Chine, les opérateurs télécoms résistent. Et même plus encore, ils se renforcent.

La réalité européenne, avec 87 opérateurs, 28 régulateurs, 28 fiscalités, 28 réglementations, n'est pas durable. Que voulons-nous vraiment ? Continuer de nous partager la décroissance ou nous donner les moyens de concourir ?

Nous sommes aujourd'hui à un moment clé de notre histoire industrielle, et votre action très volontariste, Madame la Ministre, en est le témoignage. Avec la fibre et la 5G, nous bâtissons l'ossature numérique du pays pour les 20 prochaines années. Nous créons les conditions de changements considérables pour nos façons de vivre, de travailler, de communiquer.

Pour ce faire, la feuille de route des 20 prochaines années doit être claire. Pas de procès d'intention, pas de faux semblant. Nous ne faisons pas de politique ni relations internationales.

Mais nous savons, dans un secteur concurrentiel et régulé comme le nôtre, combien certaines décisions ou non-décisions peuvent être lourdes de conséquences pour l'avenir de notre pays.

Chacun doit avoir pleinement conscience des choix qui pourraient s'imposer à nous. Et au-delà de ces choix, de leurs conséquences. Pas seulement pour nous opérateurs. Mais des conséquences pour la France.

Nous aussi, nous voulons une Europe et une France souveraines. Nous aussi, nous voulons le meilleur de la technologie pour nos concitoyens. Nous aussi, nous voulons être au rendez-vous de la 5G, de la croissance et de l'innovation.

Alors, que chacun prenne sa part, assume ses choix, accompagne ceux qui auront à souffrir d'une nouvelle doctrine. Et que nous agissions tous avec responsabilité.

Au-delà de l'achat des fréquences, et nous saluons les dernières annonces de cette fin de journée, la 5G va représenter des investissements colossaux pour les 15 prochaines années.

Gouverner, c'est prévoir. Et investir, c'est prévoir.

La sécurité nationale et la souveraineté numérique, faut-il le rappeler, ne commencent pas sur le bout de nos antennes radio et ne s'arrêtent pas à la frontière monégasque, suisse ou italienne.

Il est urgent pour les opérateurs de sortir rapidement de cette situation de flou, d'incertitudes, de non-dits, de rumeurs, sur le choix de nos équipementiers.

Je le dis avec gravité car l'enjeu ne concerne pas seulement les opérateurs, mais bel et bien l'ensemble des Français, l'ensemble des entreprises du pays et l'ensemble des territoires.

Pour pouvoir enchérir sur des blocs de fréquences, nous avons impérativement besoin de savoir, au préalable, ce que seront les coûts de déploiements. Les coûts, ce sont essentiellement deux paramètres : les obligations de déploiements ET les conditions financières dans lesquelles nous nous approvisionnons en équipements pour répondre à nos obligations.

Ces conditions, elles sont aujourd'hui inconnues.

Les choix que le Gouvernement fera sur les conditions d'exploitation d'équipements 5G pourraient impacter puissamment les coûts de déploiement, mais également remettre à plat les réseaux 3G et 4G.

Nous vous demandons donc, solennellement, de surseoir au lancement de l'appel à candidature pour les fréquences 5G tant que cette situation au sujet des équipementiers, situation impossible, ne sera pas clarifiée.

Et nous vous disons cela, avec le plus grand respect, et avec la plus grande impatience. En effet, depuis 18 mois, sous l'impulsion du Régulateur et du Gouvernement, nous nous préparons à faire de 2020, non seulement l'année de la Fibre, mais également l'année de la 5G.

Permettez-nous de le faire.

Vous le voyez, les opérateurs télécoms sont pleinement mobilisés pour transformer, avec vous, le pays.

Et nous le faisons autant avec enthousiasme et optimisme qu'avec fierté et responsabilité. Parfois avec gravité. Nous ne le faisons pas pour la gloire, ni pour la postérité, mais parce que nous aimons passionnément nos métiers, nous voulons voir nos entreprises faire face et grandir. Et nous avons l'envie de changer, sous votre leadership, la vie des Français.

Madame et Messieurs les Ministres, sachez que notre Fédération continuera en 2020 de porter cette voix.

Permettez-moi de remercier chaleureusement les équipes des opérateurs qui travaillent au sein de la Fédération dans un esprit de consensus, éloigné de notre concurrence quotidienne acharnée.

Je voudrais enfin remercier l'équipe permanente de la Fédération grâce à qui tout ce travail peut être accompli.

Permettez-moi de vous souhaiter, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, le plein succès dans votre mission de transformation de la France. Et de souhaiter, à chacun de vous, ainsi qu'à vos familles, à vos proches, d'excellentes fêtes de Noël et une année 2020 pleine de joies, de bonheur, et de satisfactions.

Je vous remercie.